Le Club de Mediapart
Participez au débat

eva.triolet

Abonné·e de Mediapart

BILLET DE BLOG 21 JUIL. 2022

Dialectique de l'effondrement : de quoi PROPSY est-il le nom ?

Ce matin, je me suis réveillée déprimée. Le pays en feu, le service public au bord de l'implosion, le covid, l'Ukraine... Et puis tout le reste. J'ouvre Facebook et me voilà nez à nez avec le communiqué de presse de l'Inserm et du CNRS se vantant d'avoir raflé 80 millions d'euros en partenariat avec la fondation FondaMental. 80 millions, mais pour quoi faire ?

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Ce matin, je me suis réveillée déprimée. Le pays en feu, le service public au bord de l'implosion, le covid, l'Ukraine... Et puis tout le reste.

J'ouvre Facebook et me voilà nez à nez avec le communiqué de presse de l'Inserm et du CNRS se vantant d'avoir raflé 80 millions d'euros en partenariat avec la fondation FondaMental. 80 millions pour quoi faire ? Un programme de recherche nommé ironiquement PROPSY « centré sur quatre des troubles les plus invalidants : le trouble bipolaire, les troubles dépressifs majeurs, la schizophrénie et les troubles du spectre de l'autisme. »[1]

Selon ce même communiqué, il s'agirait de :

- « · Mieux comprendre les causes et mécanismes à l'origine des pathologies mentales ;
- Découvrir des marqueurs pronostiques de ces troubles et identifier des sous-groupes homogènes de patients ;
- Développer des stratégies thérapeutiques ciblées allant de la e-santé aux immunomodulateurs, à la stimulation cérébrale ou aux biothérapies ;

- Réduire la stigmatisation et les fausses représentations ;
- Soutenir le développement d'une filière biomédicale française en santé mentale incluant pharma, medtech et digital, par des partenariats public-privé ;
- Créer une nouvelle génération de scientifiques et de soignants en psychiatrie en renouvelant l'approche de ces maladies et grâce à des actions de formation. »[2]

Ce projet aura pour partenaires « la Fondation FondaMental, le CEA, Sorbonne Université, l'Université de Bordeaux, l'Université de Lille, l'Université de Paris et l'Université Paris Est Créteil. »[3]

Et dire que je croyais encore que quelques institutions françaises avaient pu résister à la folie néo-libérale qui s'empare du monde. Naïveté ? Nostalgie d'une belle image de l'université française lorsque celle-ci défendait encore le savoir, l'amour de celui-ci et de sa transmission sans but ni objectif, ne serait-ce que d'accroître la capacité de penser, la capacité de rêverie, etc. ? Autant de choses vitales à toute créativité pure, humaniste ; terreau des conditions de possibilités des changements sociaux et de l'innovation au service de l'humain. Mais les illusions ici sont dangereuses. Une faute d'inattention et le bât blesse.

Les logiques de ces instituts de recherches, universités et fondations, s'appuient sur cette terrible loi qui voudrait que l'objectif d'une société soit intrinsèquement corrélé à celui de rentabilité.

Le communiqué de presse de l'Inserm et du CNRS argue ainsi : « Les maladies psychiatriques constituent un enjeu majeur de santé publique. (...). A cela s'ajoute un impact socio-économique considérable. Des estimations récentes ont montré que les coûts directs et indirects ont atteint les 160 milliards d'euros en 2019, soit plus de 5% du PIB. »[4]

Que la recherche soit inféodée à ce point aux exigences économiques à tel point qu'elle ait besoin de le mentionner dans un simple communiqué de presse alerte sérieusement sur l'effondrement d'une société dite des droits de l'Homme.

Au fond, et d'un point de vue philosophique, qu'est-ce qui lie l'Homme à la question économique si ce n'est l'agencement capitaliste, et aujourd'hui néolibéral, des rapports humains ? Ce n'est pas l'humain qui guide le navire mais l'intérêt bien compris des mieux lotis. Cela pourrait avoir un sens mais, aujourd'hui, à l'heure du réchauffement climatique et du GIEC, peut-on considérer encore qu'il s'agisse d'un intérêt bien compris ? Quand les rives s'effondreront, que l'air deviendra irrespirable, l'Homme,

malgré toutes ses possessions ou ces manques, sera ramené à ce qu'il est irréductiblement : un corps, dont fait partie la psyché. Un corps faillible, soumis à la finitude. C'est ce qui fait l'humanité.

Quel sens trouve-t-on, pauvre ou riche, puissant ou impuissant, à faire perdurer un système qui s'autodétruit et nous avec ? Serait-ce l'angoisse ? La pulsion de mort ? Autant de questions auxquelles PROPSY ne répondra pas, trop occupé à nourrir le système en place. Au détriment du soin, du « care ».

Gavons encore et toujours les laboratoires pharmaceutiques. Finançons « la e-santé, les immunomodulateurs, la stimulation cérébrale ou les biothérapies »[5]. Gavons les sociétés « innovantes » pour lesquelles l'humain n'est qu'une variable d'ajustement.

Cette recherche est la manifestation, apparemment anecdotique, d'un effondrement. Effondrement de la conviction que le soin, la présence de l'autre, est absolument indispensable dans l'accompagnement des souffrances psychiques. Qu'il n'est pas annexe mais central. Nombreuses études scientifiques montrent à quel point la thérapie alliée aux traitements médicamenteux multiplie considérablement les chances de guérison.

L'e-santé est une absurdité sans nom dans la sphère de la psychiatrie. C'est le lien qui sauve. Pas le traitement. La maladie mentale est une souffrance. Elle est une douleur de l'être-au-monde et aucune technique faisant fi du lien humain ne saurait l'éradiquer.

Tout cet argent aurait pu servir bien d'autres buts... La psychiatrie existante s'écroule sous son poids, faute de moyens. Maintenant qu'elle coûte plus qu'elle ne rapporte, il était grand temps d'inverser la tendance. Quitte à traiter l'être humain en dehors de sa singularité, de son processus de subjectivation, en profitant d'une réduction biologisante et technocratique pour renflouer les caisses et générer des bénéfices.

Mais quel est l'objectif ? Faire baisser le coût social de la maladie mentale ? Cela est sûrement vrai, tout du moins au niveau conscient. Mais quel conflit se niche derrière cet acharnement à nourrir un système qui finira tous par nous assassiner ? Il semblerait que nous cherchions à maintenir un statu quo afin de faire l'économie d'une angoisse assassine nous confrontant à l'idée de notre propre mort. En ces temps troublés, aux tons apocalyptiques, je ne perçois pas ce qui, encore aujourd'hui, pousserait les structures étatiques et consorts à favoriser davantage la croissance du monstre qui nous dévore.

Pour en revenir à PROPSY, qui semble mettre en avant le tout biologique au détriment du soin, ce sont toutes les professions du care que cette recherche met en péril. A quoi bon financer des postes des psychologues, d'éducateurs, d'assistantes sociales, etc. si la guérison de la maladie mentale peut être absorbée dans le tout biologique ? Un cachet, une ordonnance transmise par téléconsultation, un peu de Loxapac à domicile et tout le monde dormira bien.

Comment les psychiatres peuvent-ils envisager un instant que la e-santé (télémédecine) pourrait bien remplacer leur présence contenante ? Que faire devant un patient délirant si le seul point de contact est suspendu à la technologie ? Il faut être bien éloigné de la clinique pour ne pas voir qu'il y a maldonne. Les objectifs de cette recherche me semblent troubles. Intérêts publics et privés sont intrinsèquement mêlés. Le privé ne défend que des intérêts particuliers, majoritairement financiers, alors que le public est censé défendre l'intérêt général. Du moins, c'est la théorie.

Mais qu'est-ce que l'intérêt général au sein d'une société néolibérale ?

Au-delà de ces considérations, la recherche PROPSY met avant l'absence d'une dimension pourtant centrale dans nos existences : celle de solidarité. En effet, le soin humain est largement absent des enjeux de recherche. Penser la psychiatrie en dehors de l'apport de « l'être humain proche », c'est venir en creux contester l'apport de la solidarité et des rapports humains dans nos vies quotidiennes. C'est dessiner un monde aride où les besoins humains seraient déconnectés des apports du lien social. C'est robinson Crusoé sans vendredi. C'est Proust sans La recherche du temps perdu et ces multiples personnages. C'est l'adieu à la consolation et à l'épaule sur laquelle pleurer.

Cette recherche peut être également entendue comme un immense mépris pour le métier de psychologue. Un de plus. Celui-là n'a pas de fondement. Aucune étude ne démontre notre inutilité. Encore une question bien mystérieuse que je me garderai bien de trancher selon un seul axe paradigmatique. Néanmoins, les psychologues, dans leur diversité, pourraient bien ne pas correspondre aux exigences actuelles du néo-libéralisme. Comment dès lors ne pas être sacrifié sur l'autel du sacro-saint rendement ? Comment ne pas être perçu comme agent d'émancipation dès lors qu'une marche arrière est en route ? « L'homme est né libre et pourtant, partout, il est dans les fers »[6]. Le néo-libéralisme espère qu'il y restera et tout obstacle sera anéanti.

Eva Triolet, psychologue clinicienne

[1] https://www.cnrs.fr/sites/default/files/press_info/2022-07

/2022_07_18_CP_RecherchePsychiatrie.pdf

[2] Ibid

[3] Ibid

[4] Ibid

[5] Op.cit.

[6] Rousseau in « Le contrat social »

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.